INTERVENTION DE M.NDAYISENGA FELIX, AMBASSADEUR DU BURUNDI AUPRES DU BENELUX ET DE L’UNION EUROPEENE, LORS DE L’ATELIER DE TRAVAIL SUR «  LA PAIX PAR LA VALORISATION DE LA COMPLEXITE »

**LE DIALOGUE COMME ALTERNATIVE A LA CONFRONTATION**

**L’expérience du Burundi**

Excellences,

Mesdames,

Messieurs,

1. C’est avec un réel plaisir que j’ai accueilli l’invitation à participer dans cet atelier, et je salue chaleureusement les organisateurs. Mon grand vœu est que les conclusions qui en seront issues puissent apporter aux décideurs plus de lumière et de sagesse dans leurs actions.

C’est avec plaisir que j’ai accueilli l’invitation à venir partager avec vous l’expérience du Burundi.

2. « La paix par la valorisation de la complexité » : un thème simple en apparence mais complexe dans son fond, précisément en ce monde pluriel en mutation et à une époque où, après plusieurs années de choix alternés entre totalitarisme, modèle dominant, démocratie majoritaire, etc., tous couronnés autant de succès que de déboires, les événements tendent plutôt à donner raison à cet humoriste : «**Le monde, plus ça change, plus ça devient la même chose..**».

3. Dans un contexte mouvementé, où optimisme et pessimisme semblent coexister si harmonieusement, où la survie-même des peuples et des Etats est mise en jeu, une réflexion s’impose.

* Position du problème :

Comment les humains, dans la complexité de leurs appartenances culturelles, raciales, géographiques; dans leur diversité morphologique et sentimentale, peuvent-ils assumer leurs différences comme source de complémentarité et non comme source d’adversité, pour une coexistence harmonieuse ?

4. Les faits du passé ont inspiré différemment les auteurs qui, ayant compris l’humain comme l’animal le plus dangereux pour son semblable (Homo homini lupus de Hobbes), ont proposé de mettre en place des normes pour réguler la coexistence (Montesquieu, Rousseau). Au fait, les systèmes de gouvernance jouent un rôle déterminant.

Quand une personne a le sentiment de ne plus être considéré dans un groupe, de ne plus être écouté, etc., elle développe en elle une frustration qui peut avoir deux issues:

-soit une résignation, évidemment avec un sentiment d’être diminué. Une diminution sociale qui induit à son tour une diminution psychologique.

- soit un débordement qui se manifeste par des phases de révolte, de violence.

C’est également ce qui se passe pour les groupes. Quand un groupe social a le sentiment d’être brimé, déconsidéré, il recourt tôt ou tard à la violence, comme le seul choix pour sa survie.

Mais la violence appelle violence, un cercle vicieux.

5. Il sied pour nous de chercher, dans cette réflexion, des cercles vertueux où les frustrations, inévitables par ailleurs, peuvent être transformées en opportunités. Il me semble que la voie la plus vertueuse est de créer des espaces de libération de la parole, pour que les frustrations soient exprimées.

Cette voie, c’est évidemment le dialogue, ce rendez-vous des vertueux. Un dialogue rendez-vous des égaux, sans préjugés de supériorité ou d’infériorité. Le dialogue nécessite alors comme préalable la reconnaissance de l’autre, dans sa spécificité.

 6. Le Burundi a une expérience assez douloureuse de succession et répétition d’événements, depuis son accession à l’indépendance en 1962 jusqu'à très récemment.: élections dites démocratiques mais rapidement contestées, puis guerres civiles aux allures génocidaires, coups d’Etats sanglants, violation massives des droits humains, conquête et prise de pouvoir par les armes, et le cycle se répétant, dans un total mépris de la vie.

Au travers de ces péripéties donc, les Burundais expérimente une voie de règlement durable des conflits : **le dialogue inclusif, toujours renouvelé**.

**Le dialogue inclusif** a permis d’aboutir aux Accords de Paix conclus dans la ville d’Arusha en Tanzanie en 2000 entre les protagonistes armés, la mise en place du Gouvernement de transition puis des institutions issues des élections démocratiques depuis fin 2005, dans le respect desdits Accords.

* L’origine de la violence a été identifiée par les Burundais eux-mêmes, non pas comme liée aux appartenances ethniques, régionales, ou politique, mais à la mal gouvernance avec ses corollaires d’injustice sociale.
* Arusha a permis entre autre avancée de reconnaître les différentes composantes de la société burundaise, dans leurs spécificités liées à l’ethnie, à la région et au genre. Ces différentes composantes sont devenues des interlocuteurs égaux pour tracer la voie à suivre et les principes devant réguler leur vivre ensemble.
* Les mêmes différences, officiellement niées par les systèmes de gouvernement passés, avaient été plutôt fait l’objet de manipulations pour se maintenir au pouvoir dans des conditions contestées.
* Cette expérience, disons mieux cette culture de **dialogue** **inclusif**, acquise comme mode sûr de règlement des différends, le Burundi est disposé à la proposer au service des pays encore en conflits armés.

7. **La prise en compte de toutes les catégories sociales**, et leur participation active, sans exclusive, dans la mise en place des institutions et la gestion de la chose publique, cela dans l’esprit de responsabilité, ont renforcé le peuple burundais dans la conviction que la culture démocratique est le garant de la stabilité et de la crédibilité des institutions.

- Des institutions servant de garant de la prise en compte de tout un chacun, y compris et surtout les catégories défavorisées et vulnérables dans l’accès à la justice distributive, ont été mises en place et dotées de moyens légaux et matériels adéquats pour le plein accomplissement de leur mission (quotas ethniques, régionaux et de genre dans le Sénat et autres institutions républicaines) : institution de l’Ombudsman, Commission Nationale Indépendante des Droits de l’Homme, les Forces de défense et de sécurité réformées et reformées dans l’esprit citoyen et professionnalisées

- Les élections démocratiques transparentes de 2005 puis 2010, et la stabilité des institutions issues des mêmes élections, font objet de fierté des Burundais et des amis du Burundi (Il est à noter ici que c’est pour la première fois dans les 50 ans de l’histoire du Burundi indépendant, qu’un Président élu termine son mandat sans être assassiné).

8. Des cadres de dialogue entre toutes les forces politiques du pays sont mis en place et régulièrement mis à jour, pour aplanir toute incompréhension.

-Il vient de se tenir à Bujumbura en début mars, un Séminaire des leaders politiques qui a permis le retour au pays de certains qui avaient quitté le Burundi en fin 2010, n’ayant pas été satisfaits des résultats des élections.

-Une feuille de route a été conjointement adoptée pour aller vers les élections de 2015, que les leaders politiques promettent être **paisibles, transparentes et crédibles**.

-Des ateliers pour mettre en place des instruments juridiques pour aller aux élections de 2015.

9. Toutes les forces sociales mises à contribution, c’est le meilleur garant de la stabilité et du développement durable.

10. Il nous semble important de garder à l’esprit ce lien toujours dynamique entre Sécurité et Paix, Développement, Démocratie et respect des Droits Humains.

L’ancien Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, faisait remarquer avec pertinence : « *Pas de développement sans sécurité, pas de sécurité sans développement, et ni de développement ni de sécurité sans respect des droits de l’homme et la primauté du droit* »

Autant il est illusoire d’assurer le respect des droits humains dans un système tyrannique qui n’observe pas les principes de bonne gouvernance, autant il l’est d’assurer le respect des droits humains dans la misère, de maintenir la sécurité et la paix sans assurer le développement humain, ou d’assurer la démocratie dans un contexte d’insécurité, etc.

11. Les défis de sécurité et de paix, de développement, de démocratie et de respect des droits humains dans le monde (et sur le continent africain), dans leurs manifestations actuelles, appellent le concours de tout le monde, un esprit de solidarité internationale et la coordination des interventions.

Comment en effet faire fonctionner la justice dans un monde où tout le monde tente le tout pour survivre ? Comment défendre l’éthique dans un monde des fonctionnaires qui reçoivent un salaire de misère, sans abri, etc. ? Comment garantir l’accès à l’école aux enfants et assurer qu’ils y restent effectivement alors qu’ils mangent à peine à la maison, qu’ils s’habillent à peine ; et comment garantir les droits humains aux enfants qui n’ont même pas accès aux soins médicaux ?

12. Les pesanteurs exogènes sont naturellement à considérer pour le devenir d’un pays, malgré les efforts internes. Comment garantir en effet la validité des efforts internes aux Etats, face à la volonté de certaines Puissances étatiques et coalitions d’Etats et autres lobbies, à détruire délibérément d’autres Etats, pour cause d’intérêts économiques ?

13 Notre propre expérience nous confirme dans la conviction que **la Solidarité internationale** est plus que nécessaire pour garantir la réussite

Cela demande évidemment pour les Etats d’agir dans le respecter de la souveraineté et l’intégrité territoriale des Etats voisins, l’interdiction de s’ingérer dans les affaires intérieures des Etats, le renforcement de la coopération sous-régionale et régionale, etc., et le devoir d’entraide mutuelle à travers les Organisations Sous-régionales, Régionales et internationales reconnues.

14. Les formes actuelles de plus en plus aussi sophistiquées que violentes de criminalité transnationale, trouvant leur paroxysme dans le terrorisme transnational, appellent davantage la coordination des efforts des Etats.

15. C’est par cette nécessité que le Burundi a accepté volontiers de participer aux efforts de retour et de maintien de la Paix dans les pays qui ont besoin de l’appui international, en envoyant ses troupes en Somalie dans le Cadre de l’AMISOM, en Côte d’Ivoire dans le cadre de l’ONUCI, en Haïti, au Mali, en Centre Afrique,tc.

Excellences,

Mesdames,

Messieurs,

Voilà mon humble contribution, avec le souci primordial d’amener à réfléchir, à réfléchir sur la portée des décisions mais aussi des abstentions hélas ! J’ai cette conviction que la réflexion nous protège et nous protègera contre les réflexes.

Je vous remercie de votre aimable attention